Maison divisée et stratégies confuses face à l'islamisme contestataire

Houchang Hassan-Yari

Volume 29, numéro 3, 1998

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703926ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703926ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Hassan-Yari, H. (1998). Maison divisée et stratégies confuses face à l'islamisme contestataire. *Études internationales*, 29(3), 713–726.
<https://doi.org/10.7202/703926ar>

LIVRES

1. Étude bibliographique

Maison divisée et stratégies confuses face à l'islamisme contestataire*

Houchang HASSAN-YARI**

Le débat classique entre spécialistes des questions religieuses sur la nature de l'Islam existe depuis l'avènement de cette religion il y a plus de quatorze siècles. La victoire de la révolution islamique en Iran brouille les cartes, descend le débat de sa tour d'ivoire, le rend l'objet de préoccupation des non-spécialistes et lui donne une nouvelle dimension. En fait, depuis 1979, dans les pays musulmans comme en Occident, le volet politique de l'Islam monopolise la totalité de la polémique au détriment d'autres dimensions de la foi. L'Ayatollah Ruhollah Khomeini, guide de la révolution iranienne, rappelle le caractère universel de l'Islam, religion destinée à « libérer tous les déshérités » du monde. L'appel provoqua une réaction violente de la part des régimes politiques au Moyen-Orient et de leurs commanditaires étrangers, suivie de huit ans de guerre dévastatrice déclenchée par l'Irak pour bloquer l'exportation de la révolution islamique.

D'abord émerveillé et confus, l'observateur non familier avec l'intégralité et la complexité de l'Islam (mode de vie, absence de séparation entre religion et politique) commence à donner un sens, le sien, aux événements iraniens. Après l'annonce spectaculaire de la « mort de Dieu » et le refus de la religion, cet « opium des masses », à cette époque des révolutions techniques, recourir

---

* BLACKWILL, Robert D. et Michael STÜRMER (dir.), *Allies Divided. Transatlantic Policies for the Greater Middle East*, Cambridge, The MIT Press, 1997, 334 p.

ESPOSITO, John L. (dir.), *Political Islam, Revolution, Radicalism or Reform?*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1997, 288 p.

KODMANI-DARWISH, Bassma et May CHARTOUNI-DUBARRY, *Les États arabes face à la contestation islamiste*, Paris, IFRI, Armand Colin-Masson, 1997, 320 p.

** Professeur, Collège militaire royal du Canada, Kingston, Canada.

à la force métaphysique comme source d'inspiration pour renverser une puissante monarchie multi-millénaire relevait de la fiction. Toutefois, la question se pose de manière brutale à l'élite, modeleuse d'idées, aux régimes politiques musulmans et à leurs amis occidentaux : que signifie ce développement, quelle est sa portée et comment faire face à cette « menace » inattendue ?

La dernière décennie de la guerre froide n'a pas laissé assez d'espace à une réflexion rationnelle sur ce sujet. Cependant, depuis la disparition de la « menace communiste », hommes politiques et intellectuels académiques s'affairent à trouver des explications à ce phénomène. La réaction n'est pas uniforme et unanime. Par exemple, certains Américains, décidés de maintenir coûte que coûte la suprématie de la puissance de leur pays sur la scène internationale, ont alerté l'opinion contre les nouveaux ennemis vaguement identifiés. D'autres, plus articulés et moins complaisants, ont évité tout détour et présentent l'Islam comme l'ennemi à endiguer. Samuel Huntington appartient à cette catégorie de penseurs¹. Il affirme que l'affrontement entre les civilisations islamique et occidentale est inévitable². Cibler l'Islam en tant qu'ennemi ne se limite guère aux frontières géographiques des États-Unis. La conviction intégriste a aussi des adeptes sur l'autre rive de l'Atlantique.

Notre étude analyse trois ouvrages qui traitent la question de l'Islam, la doctrine³, une interprétation de l'Islam, force contestataire, qui remet en question la légitimité des États arabes⁴, donc sa performance dans ses frontières naturelles, et, finalement, le comportement euro-américain face au Moyen-Orient⁵, région islamique, à l'exception de la partie juive d'Israël. Dans un premier temps, nous analyserons chacun de ces textes et conclurons en les comparant.

I – Islamisme, un mouvement complexe

Dans son « Introduction » (1-14) à *Political Islam: Revolution, Radicalism, or Reform?*, J. L. Esposito, directeur du Center for Muslim-Christian Understanding, reconnaît les différentes façades de l'Islam et sa complexité. Il est au pouvoir, constitue des groupes et organisations illégaux ; les mouvements islamiques sont engagés dans des activités sociales et politiques et participent au gouvernement. « Certaines organisations islamiques sont engagées dans la violence et le terrorisme, d'autres participent dans les systèmes

1. S. P. HUNTINGTON, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, N.Y., Simon & Shuster, 1996.
2. Pour une critique de la thèse de Huntington, voir H. HASSAN-YARI, « Inter-Islamic Clash and Western Response », J. HANSON, P. HAMMERSCHMIDT, dir., *Canadian Strategic Forecast 1998. World 2000: Conflict, Chaos or Civilization?*, Toronto, The Canadian Institute of Strategic Studies, 1998, pp. 37-44 ; R.E. RUBENSTEIN et J. CROCKER, « Challenging Huntington », *Foreign Policy*, n° 94, aut. 1994 ; « S. P. Huntington's The Clash of Civilizations? The Debate », *Foreign Affairs*, New York, The Council of Foreign Relations, Inc., 1996.
3. John L. ESPOSITO (dir.), *op. cit.*
4. Bassma KODMANI-DARWISH et May CHARTOUNI-DUBARRY, *op. cit.*
5. Robert D. BLACKWILL et Michael STÜRMER (dir.), *op. cit.*

politique et social, créent des services communautaires efficaces, gagnant ainsi des élections législatives et occupent [parfois] des postes ministériels. » Bref, la cause de l'Islam progresse par le moyen de la révolution, de la réforme et du radicalisme. Donc, le livre couvre les gouvernements, mouvements et organisations « modérés » et « extrémistes » et examine l'impact de l'Islam politique sur les politiques internes et externes des États musulmans. Pour Esposito, la diversité des groupes islamiques engagés et les expériences témoignent de la flexibilité de l'Islam et de l'Islam politique en particulier. Elles illustrent clairement qu'un contexte spécifique, les différences politiques et économiques, les personnalités différentes et les ambitions des dirigeants ou idéologues, et la capacité de l'Islam des interprétations variées et multiples façonnent l'idéologie et les actions des mouvements islamiques. La compréhension d'Esposito de l'Islam et la réalité des pays musulmans contraste avec celle du regard simpliste et réducteur qui ramène la complexité de la doctrine en une « réalité monolithique » selon laquelle leaders, organisations, stratégies et tactiques « islamiques » sont invariablement identiques et partout reconnaissables. Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant d'entendre des allégations lourdement politisées et confuses tels « terrorisme islamique », « complot islamique », « mouvement islamique », « anti-occidentalisme islamique », etc.

Divisés en trois parties, les onze chapitres du livre étudient la nature et le programme des mouvements islamistes, l'(in)efficacité des réponses des gouvernements musulmans, les causes et l'exportation du radicalisme et de l'extrémisme. La première partie, composée de trois textes, analyse les causes et les dynamiques politiques des affrontements entre l'État et les organisations islamistes dans la région. L. Anderson, « Fulfilling Prophecies: State Policy and Islamist Radicalism » (pp. 17-31), étudie les facteurs déterminants des tactiques politiques : quelles sont les conditions qui produisent l'extrémisme politique ? Qu'est-ce que l'illégalité fait aux mouvements politiques ? Les questions sont-elles de nature religieuse ou de réalité socio-politique, idéologique ou économie politique ? L'auteur affirme que l'Islam, à l'instar d'autres religions monothéistes, n'encourage ni n'interdit le recours à la violence en matière de questions d'ordre religieux. Au lieu de verser sa réflexion dans les clichés ennuyants, Anderson étudie les causes et conséquences des mouvements contestataires islamiques qui remettent en question le statu quo politique ; elle les situe dans le contexte des réalités politiques de la plupart des pays moyen-orientaux et de l'Afrique du Nord (qualifiés de « véritable despotisme »), des politiques capricieuses des gouvernements, des crises fiscales et des économies criblées de dettes. Dans un tel contexte, l'opposition légale, réprimée comme toute opposition déloyale par des régimes autoritaires, se trouve souvent du côté de l'opposition illégale. De cette étude, deux conclusions se dégagent. D'abord, que chacun des mouvements islamiques, malgré leurs similarités apparentes, est le produit des circonstances et conditions particulières de la société dans laquelle il est né et se développe. Ensuite, leur caractère « réactionnaire », dans le sens où ces mouvements réagissent plutôt aux initiatives des gouvernements intolérants qui ne

laissent aucun espace à l'opposition confrontée à une logique exterminatrice. Autrement dit, si les gouvernements ne créent pas des conditions favorables à l'épanouissement de ces groupements, ils n'apparaissent pas ou, tout au moins, ne deviendraient pas des alternatives crédibles et surtout incontournables à la répression dominante. Cette réalité réfute la thèse répandue à travers le Moyen-Orient et ailleurs selon laquelle tout mouvement islamique contestataire est le produit d'une « conspiration étrangère », souvent d'origine iranienne. Pendant presque deux décennies, Alger, Le Caire, Riyad, Manameh, Abu Dhabi, Koweït City, Yasser Arafat, Tel Aviv, Washington, etc., voyaient la main invisible et visible de la République islamique de l'Iran derrière toute agitation chez eux, oubliant intentionnellement leur incapacité à résoudre leurs problèmes internes. L'Iran a été une cible commode d'autant plus que son isolement sur la scène internationale donnait une certaine crédibilité aux accusations des détenteurs de la vérité suprême.

Dans « Islam in Algeria: Religion, Culture, and Opposition in a Rentier State » (pp. 33-51), D. Vandewall étudie l'impact des politiques gouvernementales sur le mouvement islamique (FIS) qui cherche à prendre le pouvoir par les urnes. Depuis l'arrêt du processus par la force militaire et la guerre civile subséquente, l'Algérie fait face à deux options autoritaires extrémistes, une militaire et séculaire, l'autre religieuse, avec les laïques et religieux modérés au milieu, dans une société de plus en plus polarisée.

J. L. Esposito, « Political Islam and Gulf Security » (pp. 53-74), propose une analyse comparative de la situation politique dans les pétro-monarchies du golfe Persique afin de dégager les similitudes et différences de leurs systèmes. Le Koweït et le Yémen en acceptant les islamistes dans le jeu politique ont réussi à diffuser toute rupture sociale. Le gouvernement de Riyad reste exclusiviste et répressif, tandis que Bahrein exploite les rivalités historiques entre chiïtes et sunnites pour exclure les deux communautés du processus politique.

Dans « Political Participation in Revolutionary Iran » M. M. Milani s'interroge sur le cas singulier de la République islamique et ce qu'il appelle « la souveraineté populaire limitée », le « pluralisme primitif » en Iran post-Pahlavi. Si dans les démocraties libérales la constitution est la source des droits et devoirs, en Iran islamique le Coran est à l'origine de la constitution et de tout ce qui en découle. Les trois autres études de cas, « Sudan: Islamic Radicals in Power » de P. Woodward, « Inviduous Comparisons: Realism, Postmodern Globalism, and Centrist Islamic Movement in Egypt » de R. W. Baker, et « Islamic Opposition in the Political Process: Lessons from Pakistan » de S. V. R. Nasr, révèlent d'autres dimensions de la diversité de l'Islam politique. L'Égypte et le Pakistan ont donné naissance, dans les années 30 et 40, aux deux mouvements islamiques majeurs, les Frères musulmans et le Jamaat-e islami, les modèles idéologique et organisationnel des mouvements et organisations islamiques contemporains. L'existence légale et répandue des partis politiques religieux au Pakistan contraste avec la répression dont font l'objet les islamistes égyptiens.

La dernière partie qui renferme les contributions de J.-F. Legrain, « HAMAS : Legitimate Heir of Palestinian Nationalism », B. R. Rubin, « Arab Islamists in Afghanistan », Y. Y. Haddad, « Islamists and the Peace Process », J. O. Voll, « Relations Among Islamists Groups », couvre les relations internationales de l'islamisme politique. Les auteurs avertissent des généralités médiatisées et largement diffusées telle l'équation simpliste fondamentalisme-terrorisme. De plus, Voll s'interroge sur l'efficacité de la politique des États-Unis à l'endroit de l'Iran (*endiguement*) et l'isolement économique et diplomatique du Soudan.

Fidèle à ses principes d'assembleur, Esposito présente un ensemble de textes équilibrés et objectifs sur l'Islam politique afro-asiatique, religion complexe et multidimensionnelle. L'Islam est une religion montante qui acquiert des adeptes à travers le monde. Il sera hâtif de l'associer au terrorisme et à la dictature. Le Coran ressemble à une constitution que différentes personnes interprètent différemment et selon leur vision du monde. L'oppressé y recourt contre l'opprimeur, le politique l'utilise pour justifier ses actions et se légitimer. *Universel et éternel*, à l'opposé d'une constitution *nationale*, il traverse l'espace et le temps ; le comprendre *tel qu'il est* reste fondamental à toute appréciation juste de l'évolution des sociétés musulmanes et la baisse des tensions sur la scène internationale.

II – Intégrer, surveiller ou éradiquer ?

Concentrant la réflexion sur l'Islam arabe, *Les États arabes face à la contestation islamiste*, B. Kodmani-Darwish, M. Chartouni-Dubarry et leurs collègues analysent les questions d'actualité brûlantes dans le monde arabe que l'on peut résumer en deux mots : légitimité et tolérance (ou plutôt leur absence). Dix pays du Maghreb, du Proche-Orient et du golfe Persique qui représentent les régions et systèmes politiques différents, mais qui partagent la confrontation avec la contestation islamique (au différent degré), sont étudiés ici.

L'originalité de leur approche consiste à analyser le phénomène des mouvements islamistes en tant que tel, ses origines, sa nature, les causes de son émergence et de son ampleur (« Préface »). Les auteurs du recueil se sont fixé une ambition modeste : « 'rendre compte' d'une relation qui occupe et préoccupe les dirigeants et les sociétés qu'ils gouvernent, de mettre en relief les fondements de la cohérence interne des politiques mises en œuvre, de relever les contradictions, les incompatibilités entre les objectifs (réels ou déclarés) et les effets pervers de certaines pratiques ». (pp. 39-40)

L'État, son regard sur le phénomène islamiste, ses tentatives de maintenir son autorité et préserver les structures de son appareil en mobilisant des ressources dont il dispose et des soutiens qu'il reçoit de l'extérieur font l'objet central de l'analyse de cet ouvrage qui ne reconnaît pas une personnalité propre au mouvement islamiste, le prenant « comme révélateur du déficit de

légitimité des pouvoirs politiques et de leurs rapports plus ou moins antagoniques avec les sociétés qu'ils contrôlent ».

Dans son « Introduction » remarquable (et longue, pp. 11-40), B. Kodmani-Darwish démontre comment les pouvoirs politiques parviennent à contrôler la société et dépasser leur illégitimité originelle en dépit de l'absence de dialogue politique avec les différentes forces de la société. Le couple légitimité-stabilité produit souvent des confusions. Il est vrai que la stabilité découle de la légitimité, mais si de nombreux gouvernements arabes, dépouillés de toute légitimité, ne s'effondrent pas, c'est parce que les États s'élèvent au-dessus de la société et que la coercition remplace la légitimité. Selon l'auteur, l'hostilité du pouvoir autoritaire à l'égard du mouvement islamiste n'est pas due au caractère religieux de celui-ci ; toute expression de mécontentement, d'où qu'elle vienne, constitue une provocation vis-à-vis du pouvoir. Dans la logique autoritaire, toute opposition tolérée conduira à une ouverture politique dont le contrôle échappera inévitablement à l'autorité centrale. Ce qui fait, peut-être plus que tout, la force du mouvement islamiste, c'est le fait qu'il reprend à son compte des valeurs qui ne sont pas étrangères au pouvoir mais que ce dernier a désertées : celles du nationalisme, de la conquête de la souveraineté effective, de la lutte contre la corruption. Le raisonnement de l'auteur est court et déficient. Si ces remises en question étaient les critères fondamentaux de la popularité, les islamistes ne seraient guère les meilleurs défenseurs du nationalisme (à l'opposé de l'*Umma*) ou dans le chapitre de la lutte contre la corruption, plus imaginatifs que les démocrates, les communistes et les panislamistes. L'auteur écrit un peu plus loin que tous les régimes politiques du monde arabe s'entendent sur « la nécessité de ne pas laisser s'épanouir dans le champ politique une force structurée se donnant l'islam comme système de valeurs ». (p. 22) À travers l'hostilité affichée à l'endroit des groupes islamistes, les dirigeants arabes révèlent leur inquiétude d'un danger beaucoup plus grand : l'entrée en scène de la population majoritairement musulmane. Il est intéressant de rappeler que si les idéologies non indigènes n'ont pas réussi à pénétrer profondément et s'installer dans les sociétés musulmanes, c'est parce qu'il n'y a pas de vide idéologique dans celles-ci. Or, le groupe qui parvient à récupérer la faveur populaire, a le potentiel de déstabiliser ses adversaires. Donc, le danger se trouve dans le message même que le message ne fait que servir.

Sans grande surprise, l'honneur de lancer le débat revient à l'Algérie. G. Martin-Muñoz⁶ étudie la particularité de ce cas malheureux qui a connu, dans l'espace d'une seule décennie, les trois expériences « intégration, légalisation, répression ». C'est au cours des années 80 que l'Islam algérien se politise et confronte l'appareil politique dominant (officiel ou implicite) en tant que catalyseur des revendications. Lancées à partir de la mosquée, « le seul espace social de développement » qui échappe partiellement au contrôle de l'autorité politique, les revendications de la génération islamique des années 70 étaient

6. G. MARTIN-MUNOZ, « Le régime algérien face aux islamistes », pp. 41-69.

essentiellement de type socioculturel : moralisation, Chari'a, arabisation. La confiance démesurée d'un État répressif et corrompu dans ses capacités de contrôle, « une forte influence » du message de la révolution islamique iranienne, l'usure du pouvoir, une population jeune et désabusée, l'échec des idéologies et modes de développement importés, la rupture au sein du FLN ont conduit à la naissance du FIS, les 9 et 10 mars 1989, décidée par plusieurs groupes religieux pour mener une action collective dans un cadre légal. (p. 48) Le texte de G. Martín-Muñoz démontre clairement que l'intégration de l'islamisme dans le jeu politique durant le printemps d'Alger, 1989-1992, a affaibli ses éléments radicaux. Ce phénomène est aussi observable chez les islamistes d'autres pays arabes qui ont mis en œuvre des processus de libéralisation, alors que la violence islamique apparaît avec la répression gouvernementale. Enfin, l'exemple algérien montre que la lutte anti-islamiste n'est pas capable d'enrayer le phénomène de la violence. (p. 49)

M. al-Rasheed analyse la situation saoudienne⁷ où la légitimité du système monarchique conservateur, pourtant gardien des lieux saints de l'Islam, est remise en cause par des mouvements hétéroclites islamistes depuis que l'équilibre entre l'autorité religieuse et le pouvoir politique bascule en faveur de ce dernier. Les islamistes saoudiens mettent l'accent sur les questions pratiques relatives à l'économie, la politique et la société, et sur la nécessité d'engager des réformes. (p. 77) La guerre du Koweït⁸ a créé une occasion inespérée pour les opposants au règne de la famille al-Saoud, accusée d'avoir mis sous l'occupation infidèle les sites sacrés de l'Islam. À l'instar d'autres opposants islamistes, les contestataires saoudiens sont majoritairement des intellectuels universitaires, en partie installés à l'étranger pour échapper à la répression gouvernementale. Tout comme B. Kodmani-Darwish, al-Rasheed s'interroge sur le pourquoi de l'attrait de l'Islam pour les populations et conclut que l'explication tient à la faible expérience politique du pays et à l'absence d'autres idéologies. (p. 85) Un peu plus loin, il reconnaît que dans les années 60 les idéologies nationalistes arabes ont connu un certain succès dans les rangs de l'opposition saoudienne. Il y a deux questions : le succès relatif et limité de ces idéologies *nationalistes* d'origine non autochtone ; l'absence de toute adhésion populaire. L'auteur devrait chercher la réponse à sa question dans l'existence de l'Islam, « un système complet ». Pourquoi l'État et les oppositions cherchent-ils leur légitimité à travers la religion, si celle-ci était si facilement remplaçable par « d'autres idéologies » ? Al-Rasheed conclut que la crise de légitimité de l'État ne doit pas nécessairement déboucher sur une confrontation ouverte et durable entre le pouvoir et les islamistes.

7. M. al-RASHEED, « La couronne et le turban : l'État saoudien à la recherche d'une nouvelle légitimité », pp. 71-97.

8. La guerre a été particulièrement néfaste pour l'économie du royaume. Le prix du pétrole a chuté et, pour la première fois, le pays connaît un déficit budgétaire substantiel avec ses retombées négatives sur la redistribution de cette partie de la rente pétrolière qui était destinée à l'achat de l'allégeance des communautés.

Le cas égyptien fait l'objet de l'analyse comparative des stratégies du Caire à l'égard des « Frères musulmans, des groupuscules violents et des mouvements salafistes » sous H. Mubarak, par W. Abdel Meguid⁹. Après avoir présenté chacun de ces mouvements et la politique du régime à leur égard, l'auteur conclut que l'élimination de la menace salafiste passe par l'instauration d'une véritable démocratisation favorisant le pluralisme intellectuel, l'ouverture culturelle et les droits de l'homme. Comme les Frères musulmans sont récupérables, W. Abdel Meguid, est d'avis qu'il faut les intégrer dans le jeu politique au moment même où le gouvernement doit exercer une répression plus dure des groupes violents qui recourent au terrorisme.

Z. Abu-Amr étudie la version jordanienne des Frères musulmans¹⁰ (FM) qui choisit le cadre politico-légal et après les législatives de 1989 son bras politique, le Front de l'action islamique, apparaît comme le courant politique le plus influent dans le pays. Suite aux mesures répressives imposées à la presse et à l'opposition, le FAI, tout comme huit autres partis politiques ont décidé de boycotter les législatives de 1997¹¹. Parmi les groupes islamistes, ce sont les Frères musulmans qui contrôlent le plus de mosquées, d'associations étudiantes, d'organisations professionnelles et de syndicats. Aucune autre formation politique jordanienne ne peut se prévaloir de la même autorité morale et politique sur l'opinion. (p. 127) L'acceptation du processus politique, suite aux manœuvres inclusives habiles du roi Hussein, (même si les FM ont participé à toutes les élections depuis 1954) conduit les islamistes à observer pleinement les règles du jeu et chercher une alliance avec les partis politiques laïques et utilement à l'adhésion au régime; la monarchie est légitime et arbitre des transactions politiques. En fait, comme l'auteur l'indique, des relations très particulières de clientèle unissent la dynastie hachémite aux Frères musulmans et régulent cette formule de coexistence pacifique. (p. 130) Cela ne suggère nullement que leurs rapports sont toujours harmonieux. Il est interdit de franchir le seuil de tolérance établi par le roi. Les répressions de 1986 ont été particulièrement dures. Depuis, les Frères musulmans ont appris qu'il faut éviter toute confrontation avec le régime tout en critiquant le gouvernement. Ils n'ont jamais cherché à renverser le système monarchique et connaissent les limites de leur action politique.

M. Chartouni-Dubarry analyse le nouvel islamisme libanais de l'après-guerre civile¹² et le rôle qu'il joue conformément aux termes des accords de Taëf. Les mouvements islamistes sunnites et chiites sortent de la guerre plus puissants mais aussi fondamentalement changés. Dépendants de « leurs parrains régionaux », ils deviennent plus patriotiques et moins *ummatis* (*Umma*

9. « La politique du régime égyptien à l'égard des mouvements islamistes », pp. 99-124.

10. « La monarchie jordanienne et les Frères musulmans ou les modalités d'endiguement d'une opposition loyaliste », pp. 125-144.

11. Pour les mesures dissuasives imposées par le gouvernement aux opposants au cours des élections de 1997, voir R. KHOURI, « Jordan's Elections a Step Sideways », *The Globe and Mail*, 4 nov. 1997, p. A.11.

12. « Pluralisme communautaire et islamisme dans la République libanaise de Taëf », pp. 145-167.

est la communauté de croyants), ne contestant plus la légitimité de l'État. Ces mouvements hétérogènes se transforment en une force d'opposition n'agissant plus contre le système mais à l'intérieur de celui-ci. (p. 152) Les chiïtes sont plus politisés, mieux structurés que les sunnites. D'une force contestataire des années de guerre, la mouvance chiïte, divisée à l'intérieur majoritairement entre Amal et Hezbollah, se donne deux missions apparemment irréconciliables mais tout à fait compatibles : participation à la vie politique libanaise et combattre militairement l'occupation israélienne dans le sud du pays. Cette double stratégie ne fait que consolider ses assises. Le Hezbollah est aujourd'hui une force politique respectable dans le parlement libanais, une force redoutable aux yeux du Tsaïhal et l'ALS, sa créature, et un interlocuteur pour les puissances étrangères qui essayent de trouver une sortie honorable pour Israël du Liban-sud.

Les islamistes dans le royaume de l'Émir des croyants, gardien de la foi, descendant du Prophète, sont étudiés par A. Bekkali¹³ qui entame sa réflexion par une question sur le pourquoi de l'insuccès du mouvement islamiste de devenir la principale force d'opposition au Maroc. Il n'est pas parvenu à monopoliser le discours contestataire dans une société pourtant profondément croyante. Selon l'auteur deux hypothèses expliquent la situation. La première est que le mouvement islamiste n'a pas été en mesure de se forger un espace idéologique propre, distinct de celui du pouvoir. La deuxième hypothèse est la capacité du mouvement national à assumer le rôle d'une opposition indépendante et efficace réduisant ainsi la marge de manœuvre du mouvement islamiste. À la lumière des cas précédents auxquels il faut ajouter la République islamique de l'Iran, on peut affirmer que le caractère *islamique* du régime saoudien ou iranien, pays non arabe mais résolument islamisé, n'a pas dissuadé l'émergence des mouvements islamistes modéré ou radical. Fait intéressant à noter : en Iran, plus de deux décennies après la chute du gouvernement nationaliste de M. Mossadeq, victime d'un coup d'État américano-anglais, ce sont les islamistes qui prennent le pouvoir en 1979.

B. Kodmani-Darwish se penche sur le cas du nouveau-né du sous-système arabe, l'État palestinien en gestation, et ses relations avec le mouvement islamiste¹⁴. Contrairement aux autres cas arabes où des États normaux et leurs attributs existent depuis quelques décennies, la Palestine se trouve dans une phase de formation pré-étatique et le processus de construction de son entité politique confronte la résistance israélienne d'une part, et d'innombrables obstacles socio-économiques de l'autre. L'auteure décrit admirablement bien l'effort d'Arafat et son entourage de transférer la centrale palestinienne d'un mouvement de résistance armée à une autorité politique qui n'est pas souveraine et lourdement dépendante des décisions israéliennes. Elle trace l'influence de l'idéologie laïque de l'OLP, formée au cours de l'exil, sur l'Autorité nationale et démontre combien elle est étrangère à la réalité des territoires

13. « Le pouvoir et les islamistes au Maroc : Dieu à partager », pp. 170-195.

14. « Palestine : des rapports pouvoir-opposition ou un partenariat », pp. 197-226.

occupés ou libérés où les mouvements islamistes occupaient déjà le paysage politique. En fait, face à l'intransigeance israélienne et à la détérioration des conditions de vie palestinienne, les islamistes se présentent comme une alternative à cette Autorité condamnée, par Israël et d'autres puissances, à la capitulation constante. La tentative d'Arafat de briser le mouvement islamiste et reconquérir le monopole de la légitimité palestinienne est cautionnée par Israël et les accords d'Oslo. (p. 226) Reste à voir si l'Autorité palestinienne sera en mesure de démanteler l'infrastructure de ce mouvement et d'en faire un facteur de légitimation de son pouvoir¹⁵.

La situation en Syrie, est analysée par N. Chahal¹⁶ qui à travers l'étude des événements de juin 1979 et les années suivantes s'interroge sur la question de la répression et de la légitimité du règne d'Assad. L'auteur attribue l'absence d'une opposition efficace à Damas à l'existence d'un réseau fort compliqué où les incitations financières, les allégeances tribales, la distribution des postes gouvernementaux, une répression policière sans pitié, la faiblesse structurelle des mouvements politiques et l'inexistence des groupes islamistes d'envergure assurent la survie du régime dans un environnement particulièrement difficile.

Dans son texte¹⁷, H. Béji regarde la problématique de la lutte que livre le gouvernement de Tunis au « fondamentalisme » islamique à travers la réforme du système éducatif national. Après un éloge sans borne de la réforme entamée au lendemain de l'Indépendance, l'auteur fait part du laxisme qui s'installe et de la « diffusion de l'obscurantisme » qui a « un fort pouvoir d'intimidation sur les masses. » (p. 258) L'auteur reprend le discours civilisationniste du gouvernement, destiné à opposer la tunisianité à l'islamisme contestataire et revendicateur, et affirme que par l'entremise de sa réforme, cet « immense travail d'innovation historique », il soutient « cette percée des Lumières contre la cabale fondamentaliste qui menaçait directement le ministère de l'Éducation et, à travers lui, le chef de l'État, l'ordonnateur du projet ». (p. 269) Le texte de Béji allège substantiellement la tâche du gouvernement répressif de Tunis dans la défense de ses politiques.

R. Detalle explique les relations entre l'État et les islamistes au Yémen¹⁸. L'auteur examine les relations étatiques avec le courant islamiste, dominé par les Frères musulmans, avant la réunification des deux Yémens et les qualifie d'excellentes après ce développement. Aujourd'hui, le Rassemblement yéménite pour la réforme, dont l'idéologie est marquée par les Frères musulmans, est le

15. Pour une analyse de la position des islamistes palestiniens face au processus de paix et « l'habitude » d'Arafat de « concentrer tous les pouvoirs entre ses mains et de décider de tout à l'image des autres chefs d'État arabes », voir R. TLEMÇANI, « Islam, violence et démocratie au Proche-Orient. Les islamistes palestiniens face aux défis de l'accord 'Gaza-Jéricho' », *Études internationales*, vol. xxv, n° 4, décembre 1994, pp. 781-793.

16. « Les traces de la mémoire furtive : constat sur le cas syrien », pp. 227-251.

17. « La pédagogie des Lumières ou la réforme du système éducatif tunisien », pp. 225-269.

18. « Les islamistes yéménites et l'État : vers l'émancipation ? », pp. 271-298.

principal parti islamo-tribal du pays. Il participe au gouvernement et maintient une position de dépendance relative vis-à-vis de l'État qui poursuit une politique d'inclusion.

Avec sa conclusion générale, M. Chartouni-Dubarry¹⁹ clôt le débat. De la répression/exclusion à la primauté de systèmes d'allégeance sub-étatique, au pluralisme contrôlé et à l'intégration relative des islamistes, à l'éradication effective du mouvement islamiste et enfin à l'intrusion d'un acteur extérieur au champ national (stratégies des États arabes), l'auteur identifie deux traits majeurs. Le premier est celui de la grande hétérogénéité et la différenciation croissante des expériences nationales de la relation État/islamisme. Le deuxième est lié à la crise générale de l'État dans le monde arabe, qui pose de façon aiguë la question de la durabilité de ses structures actuelles.

III – Sous le regard hautain des Atlantistes

Allies Divided. Transatlantic Policies for the Greater Middle East est le fruit de réflexion d'une quinzaine de spécialistes américains et européens sur la politique respective des deux côtés de l'Atlantique envers le Moyen-Orient. Choissant « Greater Middle East » sur d'autres dénominations, l'ouvrage entend mettre fin à la confusion méthodologique qui existe actuellement. Ce choix « conceptuel et stratégique » couvre « un énorme territoire, de l'Afrique du Nord en passant par l'Égypte, Israël, la vallée du Tigre et de l'Euphrate, la région du golfe Persique, la Turquie et le bassin caspien » (« Introduction »). Les auteurs expliquent l'importance stratégique du pétrole pour les États-Unis et l'Europe. Ils traitent aussi de la question des armes et d'une éventuelle acquisition des armes de destruction massive par les gouvernements indésirables du Moyen-Orient. Le recueil de textes trace les grandes lignes et l'étendue des problèmes auxquels Américains, Européens et pays du Moyen-Orient doivent faire face au moment où les prix du pétrole chutent sur le marché international.

Les préoccupations des États-Unis au Moyen-Orient sont bien présentées par R. Satloff²⁰. Pour l'auteur, les États-Unis sont la puissance hégémonique, n'ont pas l'intention de la partager avec l'Europe et sont en compétition politique et économique avec celle-ci. L'auteur explique les trois piliers de la politique américaine dans la région. Par ordre d'importance, ils sont : la sécurité d'Israël, la sécurité pétrolière et la stabilité de la région. Ils constituent les éléments centraux de la politique au cours des trois dernières décennies. Au lieu de répéter la politique officielle, Satloff devrait s'interroger sur son bien-fondé. La sécurité d'un pays qui a défait tous les pays arabes depuis sa création, en 1948, et possède des armes de destruction massive est capable de se défendre contre cet ennemi sérieux imaginaire qui tarde à se manifester.

19. « Les États arabes face à eux-mêmes », pp. 299-310.

20. « America, Europe, and the Middle East in the 1990s: Interests and Policies », pp. 7-39.

L'actuelle intransigeance d'Israël qui paralyse le processus de paix avec les pays arabes et son refus de se remettre au jugement de Washington devraient réveiller ce genre d'experts.

Le flux ininterrompu du pétrole « à un prix abordable » a été une préoccupation pour les Américains depuis le début de la guerre froide. La perpétuelle crise dans les relations américano-irakiennes démontre, entre autres, l'importance du pétrole. La compréhension des États-Unis de la sécurité régionale est très limitative et courte. Les dirigeants politiques américains n'ont jamais caché les objectifs de leur intervention au Koweït : ne pas permettre à l'Irak de menacer le flux du pétrole. À cela il faut ajouter leur volonté d'écraser tout pays dont le contrôle de dominer une région jugée vitale pour Washington leur échappe. La guerre du Koweït avait également un message pour les alliés : il n'y a qu'une seule superpuissance et il faut respecter son leadership. Depuis quelques années, le centre de tension n'est plus l'ouest de la région (le conflit israélo-arabe), mais l'est, sur les rives du golfe Persique (notamment Arabie Saoudite, Iran, Irak), et un peu au nord, la Turquie. Pour Washington le recours à la force reste l'élément central d'une stratégie régionale.

Pour l'Europe, les priorités, et surtout les moyens de les réaliser sont d'un autre ordre. Elle est plus dépendante du pétrole du Moyen-Orient ; la proximité géographique et l'histoire pèsent lourdement dans ses rapports avec cette région. À cause de ses besoins en pétrole, l'Europe juge les réserves du Moyen-Orient vitales pour son développement économique continu et reste très sensible à ce que les pays pétroliers maintiennent de bonnes relations avec elle.

Une des questions majeures pour l'Europe et les États-Unis est l'importance stratégique de la Turquie²¹. La position géostratégique de ce pays est primordiale pour les États-Unis parce qu'elle commande le contrôle de l'entrée de la mer Noire et l'énorme réserve du bassin caspien. La Turquie a la capacité d'influencer la composition stratégique de toute la région du nord moyen-oriental. Le refus européen d'accepter la Turquie au sein de l'UE et la reconnaissance par les Américains de l'importance de ce pays, écarte tout rapprochement euro-turc qui mettrait les intérêts américains en danger.

Le dernier thème concerne la question des armes de destruction massive (ADM). Les partenaires-compétiteurs atlantistes se sont assurés qu'ils ne vendront nullement de telles armes au pays de la région à l'exception d'Israël. Cependant, comme l'expérience irakienne le démontre, l'existence des pétrodollars et la volonté des pays occidentaux de vendre tant que le prix est bon, créent une situation explosive dans la région. Le livre couvre bien la question des armes chimiques. Les auteurs indiquent que presque tous les pays dans la région ont les armes chimiques dans leurs arsenaux.

---

21. H. KRAMER et F. MÜLLER, « Relations with Turkey and the Caspian Basin Countries », pp. 175-202.

L'ouvrage de R. D. Blackwill et M. Stürmer réfléchit sur les préoccupations euro-américaines. Certains articles du recueil sont instructifs tandis que d'autres n'apportent rien de nouveau et répètent les connaissances déjà acquises. Il rappelle les frictions qui existent entre l'Union européenne et les États-Unis sur le processus de paix, la politique de « double endiguement » (*Double containment*), la Turquie et le bassin caspien, le rôle des forces militaires. Le défi est d'administrer ces différences tout en poursuivant des politiques constructives dans cette région. Blackwill et Stürmer sont d'avis que la communauté transatlantique partage trois intérêts supranationaux vitaux dans cette région : s'assurer du flux de pétrole à un prix raisonnable (qu'est-ce que cela signifie et quelle est la référence d'un tel prix ?) ; ralentir l'introduction des ADM ; et empêcher la propagation de l'extrémisme islamiste qui menace la stabilité politique dans la région et met sérieusement en péril les deux premiers intérêts. Autrement dit, au Moyen-Orient tout doit être en fonction des intérêts occidentaux. Un colonialisme de nouvelle génération. La réalité démontre que le fossé se creuse entre les deux rives de l'Atlantique parce que les intérêts des uns ne coïncident pas toujours avec ceux des autres.

Comme parmi les auteurs du collectif, il y a un nombre important d'anciens ou d'actuels praticiens, l'ouvrage prend fin avec huit « prescriptions politiques destinées à la promotion des intérêts occidentaux dans la région et contre les menaces ». Il s'agit de la non-prolifération des armes de destruction massive incluant les missiles balistiques ; poursuivre le processus de paix israélo-arabe conduit par les États-Unis avec l'appui de l'Europe ; maintenir des pressions sur l'Irak, au moins jusqu'à la chute de Saddam Hussein ; faire une ouverture à l'Iran s'il change substantiellement son attitude conformément aux critères transatlantiques, en particulier dans le domaine du terrorisme ; d'intégrer davantage la Turquie dans les considérations stratégiques occidentales et renforcer ses relations politiques et économiques avec l'Union européenne ; intensifier la coopération politique, économique et de sécurité transatlantique avec les pays pétroliers du bassin caspien ; augmenter le *planning* militaire de l'OTAN et les capacités du déploiement de force en vue d'intervenir dans le grand Moyen-Orient ; étendre l'assistance économique transatlantique à la région.

Conclusion

À la lumière de cette ordonnance, il ne faut pas s'étonner si les régimes pro-occidentaux arabes perdent de plus en plus de leur légitimité, déjà problématique, en faveur des mouvements islamistes multinationaux. Cette vision très irréaliste qui rappelle l'épisode de la guerre froide conduit, sans nul doute, à plus d'insécurité et de violence, ce que les auteurs d' *Allies Divided* cherchent à éviter. La politique militariste des grandes puissances dans cette région n'a produit qu'instabilité jusqu'à maintenant, et la situation ne fera qu'empirer au fur et à mesure que les prix du pétrole baisseront, privant ainsi les « régimes illégitimes » de la maigre marge de manœuvre dont ils ont disposé jusqu'à récemment.

Paix, prospérité, bon voisinage, respect pour les droits et lois, fin de la répression ainsi que d'autres nuisances, sont intimement interreliés. Avoir une région *normale* exige la fin du paternalisme tel que prescrit ci-haut, un dialogue national et régional, aussi bien que le respect des différences. L'Occident a eu droit à son évolution sans entraves de l'Orient, il est grand temps que le « grand Moyen-Orient » arrive à résoudre ses contradictions par ses propres moyens et cultures.